

Les Jobards continuent la lutte

Il y a un an, Toulouse vivait au rythme de leurs manifestations. Les anciens salariés de l'usine de fabrication de papier sont aujourd'hui à la recherche d'un autre Job. Rencontres.

Au 12 rue Schubert c'est un jour comme les autres. Pas plus, pas moins. Louisou fait la cuisine pour tout le monde, Jean-Jacques recopie consciencieusement les numéros de téléphone des adhérents, Jacques passe dire bonjour et taper la cassettes avec ses anciens collègues. Un jour ordinaire dans la vie de ceux qui, il y a moins de deux ans encore, produisaient « le meilleur papier couché classique du monde », sans être Marseillais.

Une nouvelle forme de lutte

La lutte acharnée des Jobs, appelés un temps les Jobards, est restée dans les mémoires. Il y a un an, les 168 salariés de l'usine de fabrication de papier battent le pavé, créant chaque jour une nouvelle forme de

manifestations. Ils ravivent les couleurs de la Garonne, s'invitent aux meetings politiques... toutes les semaines, c'est un nouveau stratagème pour conserver leur emploi, « pour se dé-fouler aussi », et avant tout pour sauver leur entreprise de la liquidation judiciaire.

Mais certains, comme Philippe Moitry, représentant des salariés et membres du très combatif syndicat Filpac CGT, avoue avoir « mieux vécu la fermeture définitive de l'entreprise en avril dernier que le redémarrage il y a cinq ans. Là, on a la conscience tranquille, on a fait tout ce qu'on a pu pour maintenir l'entreprise. En 1996, certains sont partis et nous étions conscients que ça allait recommencer un jour ».

En effet, en 2001, ils n'en étaient pas à leur coup d'essai. Fin 1995, début 1996, une vague de licen-

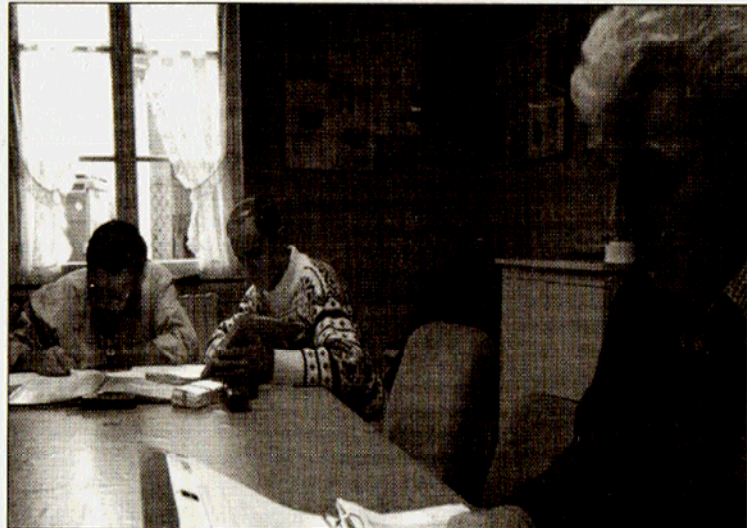
ciements touche l'entreprise. C'est à cette époque que naît l'association « Après-Job », celle qui occupe aujourd'hui la villa de la rue Schubert, à quelques pâtés de maison de l'ancienne usine. Véritable relais pour les salariés jetés sur le carreau par la société allemande Scheufelen, le lieu prêté par la mairie accueille la cellule de reclassement et voit chaque jour défiler ceux qui cherchent un boulot.

Le 12 rue Schubert

C'est aussi là que certains retrouvent ce qu'ils n'auront peut-être jamais ailleurs: l'esprit solidaire des jobards. C'est le cas de Bernard Margras, délégué syndical CGT, « sorti cassé » de la lutte.

Certes, il a touché sa prime, versée à tous les licenciés « par les Allemands », et bénéficie des mesures particulières mises en place par le plan social pour les plus de cinquante-trois ans. Pour autant, il ne compte pas arrêter la lutte. Et c'est à travers l'association que le combat continue.

Pour les licenciés de



Louisou, Jean-Jacques et Bernard continuent le combat dans les locaux de l'association.

1995, « au bout de trois ans l'association a réussi jusqu'au dernier », annonce fièrement Philippe Moitry. Aujourd'hui, le but n'a pas changé, seuls les moyens ont évolué. La cellule de reclassement assure des permanences et un comité de suivi fait régulièrement le bilan.

Double dommage

En novembre, sur les 113 Jobs en recherche,

« on ne peut pas dire que tout le monde ait trouvé une solution », note Bernard. C'est le cas de Jacques, celui que la malchance a doublement touché en 2001. Après avoir perdu son job, il a « sauté une deuxième fois lors de l'explosion d'AZF ».

Et oui... Jacques venait de commencer une formation dans les locaux de l'Afpa. « Je ne peux pas la suivre avant un an sur Toulouse, constate-t-il un peu

dépit. Du coup, je laisse tomber la formation ».

Ils sont sept dans son cas. Mais qu'importe, ils continuent à venir à l'association, à régler les problèmes de paperasse, à témoigner. Et Bernard ne désespère pas un jour de publier un recueil des expériences de chacun. ●

Béatrice Colin

* Association pour le retour à l'emploi des salariés Job

Ô TOULOUSE